

1993, chapitre 30

LOI MODIFIANT LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE ET LA CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

Projet de loi 93

présenté par M. Gil Rémillard, ministre de la Justice

Présenté le 13 mai 1993

Principe adopté le 2 juin 1993

Adopté le 15 juin 1993

Sanctionné le 15 juin 1993

Entrée en vigueur: le 15 juin 1993, à l'exception des dispositions des articles 2 à 4, 6 à 8, 10 à 16 et 18 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement

- 1^{er} janvier 1994: aa. 2 à 4, 6 à 8, 10 à 16 et 18
G.O., 1993, Partie 2, p. 8287

Lois modifiées:

Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12)

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)



CHAPITRE 30

Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne

[Sanctionnée le 15 juin 1993]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-25,
a. 13, mod. **1.** L'article 13 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Cependant, en matière familiale, les audiences de première instance se tiennent à huis clos, à moins que, sur demande, le tribunal n'ordonne dans l'intérêt de la justice, une audience publique. Tout journaliste qui prouve sa qualité est admis, sans autre formalité, aux audiences à huis clos, à moins que le tribunal ne juge que sa présence cause un préjudice à une personne dont les intérêts peuvent être touchés par l'instance. Le présent alinéa s'applique malgré l'article 23 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12). ».

c. C-25,
a. 26, mod. **2.** L'article 26 de ce code, modifié par l'article 176 du chapitre 57 des lois de 1992, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 1, du montant de « 10 000 \$ » par le montant de « 15 000 \$ »;

2° par le remplacement des paragraphes 3 à 8 par les suivants:

«3. les jugements finals rendus en matière d'outrage au tribunal pour lesquels il n'existe pas d'autres recours;

«4. les jugements ou ordonnances rendus en matière d'adoption;

«5. les jugements finals en matière de garde en établissement et d'examen psychiatrique;

«6. les jugements ou ordonnances rendus dans les matières suivantes :

- a) la modification du registre de l'état civil;
- b) la tutelle au mineur ou à l'absent et le jugement déclaratif de décès;
- c) le conseil de tutelle;
- d) les régimes de protection du majeur et l'homologation du mandat donné par une personne en prévision de son inaptitude. » ;

3° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Peuvent aussi faire l'objet d'un appel, sur permission d'un juge de la Cour d'appel, lorsque la question en jeu en est une qui devrait être soumise à la Cour d'appel :

- 1. les autres jugements ou ordonnances rendus en vertu des dispositions du Livre VI du présent code;
- 2. le jugement qui prononce sur la requête en annulation d'une saisie avant jugement;
- 3. les jugements ou ordonnances rendus en matière d'exécution;
- 4. les autres jugements finals de la Cour supérieure et de la Cour du Québec. ».

c. C-25,
a. 27, mod.

3. L'article 27 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « instance », des mots « de même que de l'indemnité visée à l'article 1619 du Code civil du Québec ».

c. C-25,
a. 28, ab.

4. L'article 28 de ce code est abrogé.

c. C-25,
aa. 465 et
466, remp.

5. Les articles 465 et 466 de ce code sont remplacés par les suivants :

«**465.** Dans toute affaire, de quelque nature qu'elle soit, le jugement doit être rendu dans les six mois de sa prise en délibéré. Toutefois, le juge en chef peut prolonger ce délai.

Lorsque le juge saisi d'une affaire fait défaut de rendre un jugement dans le délai de six mois ou, le cas échéant, dans le délai tel que prolongé en vertu du premier alinéa, le juge en chef peut, de lui-même ou sur requête d'une des parties, dessaisir ce juge de cette affaire et ordonner que celle-ci soit confiée à un autre juge ou qu'elle soit remise au rôle.

Avant de prolonger le délai ou de dessaisir le juge qui a fait défaut de rendre jugement dans les délais requis, le juge en chef doit tenir compte des circonstances et de l'intérêt des parties.

Le juge en chef ou, à sa demande, le juge en chef associé exerce personnellement les attributions conférées au juge en chef par le présent article.

Dans la première semaine de chaque mois, le protonotaire doit communiquer au juge en chef une liste des affaires de son district, de quelque nature qu'elles soient, qui sont en délibéré depuis plus de cinq mois.

« **466.** Le juge appelé à continuer une affaire qui lui a été confiée ou à entendre une affaire remise au rôle par application des dispositions des articles 464 et 465 peut, quant à la preuve et du consentement des parties, s'en tenir à la traduction des notes sténographiques, sous réserve dans le cas où il les juge insuffisantes de rappeler un témoin ou de requérir toute autre preuve.

Il doit disposer des dépens, y compris ceux relatifs à l'enquête et audition originales, en tenant compte des circonstances et peut, en outre, prendre toute autre mesure qu'il considère juste et appropriée. Lorsque, pour l'application du premier alinéa, les notes sténographiques doivent être traduites, les frais de traduction sont assumés par le gouvernement à moins que le juge n'en ordonne autrement, notamment lorsque le recours est manifestement mal fondé, frivole ou abusif. ».

c. C-25,

a. 494, mod.

6. L'article 494 de ce code, modifié par l'article 285 du chapitre 57 des lois de 1992, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « au paragraphe 4 de » par les mots « au deuxième alinéa de »;

2° par le remplacement, dans la septième ligne du premier alinéa, du mot « sommaire » par le mot « détaillé »;

3° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« L'énoncé détaillé des moyens doit faire référence à la preuve documentaire ou aux témoignages au sujet desquels le requérant prétend que le juge de première instance a manifestement erré. Il doit aussi énoncer en quoi les erreurs de droit ou de faits relevées sont déterminantes au point d'infirmer le jugement de première instance. Lors de la présentation de cette demande, le juge peut autoriser la

production d'un énoncé supplémentaire dans le délai qu'il détermine, si des motifs sérieux le justifient. » ;

4° par le remplacement, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, des mots « des paragraphes 2 et 7 » par les mots « du paragraphe 2 ».

c. C-25,
aa. 495.1
et 495.2,
aj.

7. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 495, des suivants :

« **495.1** Sans préjudice du droit d'interjeter appel en la manière et dans le délai prévus par les articles 494, 495 et 495.2, l'appel d'un jugement rendu dans une action en garantie ou récursoire doit être formé, en la manière prévue aux articles 494, 495 et 495.2, dans un délai de 10 jours à compter du dépôt au greffe du tribunal de première instance du jugement qui autorise l'appel du jugement dans l'action principale ou de l'inscription en appel du jugement dans l'action principale.

« **495.2** L'appel n'est régulièrement formé que si l'appelant ou son procureur fait signifier à la partie adverse ou à son procureur et produit au greffe du tribunal, dans les 45 jours suivant le jugement qui fait l'objet de l'appel ou, s'il s'agit d'un appel sur permission, dans les 15 jours suivant le jugement qui autorise l'appel, une attestation écrite par laquelle lui-même ou son procureur certifie avoir donné mandat à un sténographe de traduire les notes sténographiques. Le second alinéa de l'article 495 s'applique à la signification de cette attestation. ».

c. C-25,
a. 496, mod.

8. L'article 496 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « sommaire » par le mot « détaillé » ;

2° par l'ajout des alinéas suivants :

« L'énoncé détaillé des moyens doit faire référence à la preuve documentaire ou aux témoignages au sujet desquels l'appelant prétend que le juge de première instance a manifestement erré. Il doit aussi énoncer en quoi les erreurs de droit ou de faits relevées sont déterminantes au point d'infirmier le jugement de première instance.

Lorsque l'appelant ne peut détailler tous les moyens qu'il prévoit utiliser, dans le délai prévu par l'article 494, un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, autoriser la production d'un énoncé supplémentaire dans le délai qu'il détermine, si des motifs sérieux le justifient. ».

c. C-25,
a. 496.1,
aj.

9. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 496, du suivant :

« **496.1** Sauf disposition contraire, toute demande qui doit être présentée à la Cour doit être accompagnée d'un avis de la date de sa présentation et la signification doit en avoir été faite au moins cinq jours juridiques francs avant cette date, sauf au cas d'urgence où un juge de la Cour peut abréger le délai. ».

c. C-25,
a. 497, mod.

10. L'article 497 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « ordonnée », des mots « et ceux où la loi y pourvoit ».

c. C-25,
a. 500, mod.

11. L'article 500 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « et 495 » par « 495 et 495.2 » ;

2° par le remplacement, dans la septième ligne, du mot « sommaire » par le mot « détaillé ».

c. C-25,
a. 503, mod.

12. L'article 503 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « soixante-quinze » par les mots « cent vingt ».

c. C-25,
aa. 503.1
à 503.3,
aj.

13. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 503, des suivants :

« **503.1** Lorsque le mémoire n'est pas signifié et produit, dans le délai prévu par l'article 503, l'intimé peut signifier et produire au greffe du tribunal un avis de défaut sommant l'appelant de produire son mémoire ou de s'adresser, par requête, dans un délai de 30 jours, à l'un des juges de la Cour d'appel pour justifier de son retard et demander une prolongation de délai.

Lorsque l'appelant, après l'expiration du délai de 30 jours de la signification de l'avis de défaut, n'a pas signifié et produit un mémoire ou n'a pas présenté une demande de prolongation de délai ou lorsque celle-ci a été rejetée, le greffier de la Cour d'appel, sur demande verbale de l'intimé et sur production de la preuve de la signification de l'avis de défaut, constate le défaut et délivre un certificat attestant que l'appel est déserté avec dépens.

« **503.2** Lorsqu'une demande de prolongation de délai a été accordée par l'un des juges de la Cour d'appel, que le délai est expiré sans qu'un autre délai n'ait été accordé et que l'appelant n'a pas produit son mémoire dans le délai fixé par le juge, l'intimé peut faire constater

le défaut et obtenir du greffier de la Cour d'appel un certificat attestant que l'appel est déserté avec dépens, mais sans qu'il soit nécessaire de signifier un nouvel avis de défaut.

« **503.3** Malgré les articles 503.1 et 503.2, le greffier de la Cour d'appel ne peut délivrer un certificat attestant que l'appel est déserté, lorsque les parties ou leurs procureurs ont déposé au greffe du tribunal un consentement signé par eux et fixant un autre délai pour la production du mémoire. ».

c. C-25,
a. 506,
rempl.

14. L'article 505 de ce code est remplacé par le suivant :

« **505.** Lorsque l'intimé ne produit pas son mémoire dans les délais fixés, un juge de la Cour d'appel peut lui accorder, sur requête, un délai additionnel pour produire le mémoire et rendre les ordonnances appropriées.

En cas de défaut de production du mémoire par l'intimé dans le délai fixé, la Cour peut refuser de l'entendre. ».

c. C-25,
a. 547, mod.

15. L'article 547 de ce code, modifié par l'article 295 du chapitre 57 des lois de 1992, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, au premier alinéa, de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **547.** Il y a lieu à exécution provisoire malgré l'appel dans tous les cas suivants, à moins que, par décision motivée, le tribunal ne suspende cette exécution : » ;

2° par la suppression du paragraphe *i* ;

3° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

« De plus, le tribunal peut, sur demande, ordonner l'exécution provisoire dans les cas d'urgence exceptionnelle ou pour quelque autre raison spéciale, pour la totalité ou pour une partie seulement du jugement.

Dans les cas prévus au présent article, le tribunal peut, sur demande, subordonner l'exécution provisoire à la constitution d'une caution. ».

c. C-25,
a. 550, mod.

16. L'article 550 de ce code est modifié :

1° par l'ajout, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « été » des mots « ou qu'elle a été refusée » ;

2° par l'ajout, dans la quatrième ligne du premier alinéa, après le mot « ordonnée », des mots « ou que la loi y pourvoit, ».

c. C-12,
a. 23, mod.

17. Le troisième alinéa de l'article 23 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12) est abrogé.

Causes
pendantes

18. Les dispositions des articles 2 à 4 s'appliquent aux causes pendantes en première instance à la date de leur entrée en vigueur, mais non aux jugements déjà rendus à cette date et dont les délais d'appel ne sont pas expirés.

Entrée en
vigueur

19. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 15 juin 1993, à l'exception des dispositions des articles 2 à 4, 6 à 8, 10 à 16 et 18 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement.